

*Les ministres des finances, les gouverneurs des Banques centrales et les présidents des institutions régionales de la Zone franc se sont réunis le vendredi 10 avril 2015 à Bamako, sous la présidence de M. Mamadou Igor DIARRA, ministre de l'économie et des finances du Mali.*

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont affirmé que leur présence à Bamako, au Mali, en dépit des événements dramatiques qui y sont survenus au début de l'année, témoigne de leur volonté de ne pas fléchir face au terrorisme et d'exprimer l'amitié et le respect qu'ont tous les membres de la Zone franc pour le Mali.

Ils ont apporté leur soutien à l'engagement du Cameroun, du Niger et du Tchad dans leur combat contre la secte terroriste Boko Haram. Ils ont constaté avec satisfaction la nette amélioration de la situation en République Centrafricaine grâce notamment au soutien des organisations régionales africaines et de la communauté internationale. Ils ont invité les autorités de transition à poursuivre le processus de dialogue et de réconciliation.

Cette réunion de Bamako était entre autre centrée sur la problématique de la croissance durable, envisagée sous l'angle des enjeux environnementaux et de la viabilité du financement du développement. Une table ronde a ainsi été consacrée au dérèglement climatique et aux enjeux y afférant pour les Etats de la Zone franc, dans la perspective de la Conférence des Parties (« COP 21 ») qui aura lieu à Paris du 30 novembre au 15 décembre 2015. Les participants ont souligné la nécessité pour l'Afrique subsaharienne de présenter à la COP 21 une ambition forte et partagée à la fois en termes d'engagements contre le changement climatique et d'obtention de financements pour l'atténuation et l'adaptation aux effets de ce changement. De nouveaux canaux de financement pour les politiques de développement durable des pays africains tels que le Fonds Vert ou la Facilité financière pour le climat leur ont été présentés.

Lors d'une seconde table ronde a été abordée la question de l'endettement des Etats, en lien avec les critères de convergence de la Zone franc et la réforme des dispositifs de surveillance multilatérale. Les participants ont échangé sur la situation économique des pays africains membres de la Zone franc. Ils se sont félicités de l'orientation favorable de l'activité économique au cours de l'année 2014 dans la plupart des pays de la Zone franc. L'activité s'est ainsi accélérée en 2014 par rapport à 2013, au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). Aux Comores, la croissance s'est maintenue à un niveau relativement élevé de 3,2 %. Les participants ont relevé qu'en dépit des perspectives de croissance favorable, une vigilance particulière doit être exercée quant à l'évolution du solde budgétaire et de l'endettement des Etats membres, affectés par la chute des cours des matières premières et la dégradation de l'environnement sécuritaire. Ils ont salué les travaux engagés par les Commissions pour améliorer le dispositif institutionnel de surveillance multilatérale.

En ce qui concerne la convergence réelle, les participants ont salué les progrès accomplis, comme l'homogénéisation croissante de l'évolution du niveau de vie,

même si des disparités importantes demeurent. Ils ont invité les Commissions et les Etats à mettre en place des mesures visant à renforcer l'intégration commerciale et à lever les obstacles subsistants au commerce intracommunautaire. Ils ont également demandé que la libre circulation des personnes soit rendue effective entre les pays au sein de chaque sous-région. Ils ont constaté l'évolution très contrastée selon les pays de l'indicateur du climat des affaires et ont souligné la nécessité de poursuivre les réformes afin de renforcer le développement du secteur privé et l'attractivité internationale de la Zone franc. Le constat de situations contrastées entre les marchés financiers de l'UEMOA et de la CEMAC a conduit les participants à recommander la mise en oeuvre de mesures favorables à une meilleure intégration financière dans les deux sous-régions afin d'améliorer l'intégration régionale et de favoriser la convergence.

Ils ont réitéré leur engagement à poursuivre et accélérer leurs travaux en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, en vue de mettre à niveau les législations communautaires et de renforcer les dispositifs nationaux et régionaux dans ce domaine, suivant les recommandations énoncées par le Comité de liaison anti-blanchiment de la Zone franc (CLAB).

Les participants ont enfin échangé sur l'actualité des institutions multilatérales afin de porter des messages communs lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, qui auront lieu du 17 au 19 avril 2015 à Washington.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont chaleureusement remercié les autorités maliennes pour l'organisation de cette réunion de la Zone franc et pour l'accueil réservé aux participants. Ils ont accepté l'invitation des autorités françaises de tenir la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc à Paris le vendredi 2 octobre 2015.